



Karin Leukefeld, 13.10.2022

Mesdames, Messieurs,

Chères amies, chers amis,

Je vous remercie de m'avoir invitée à m'exprimer dans ce cadre.

Je remercie l'équipe de traducteurs pour leur travail, car les médiateurs linguistiques sont très importants pour la compréhension et l'entente mutuelle.

Le thème de ce matin est le « rôle des médias dans les conflits armés ».

Je voudrais tout d'abord aborder la notion de « médias », car les « médias », leur utilisation et leur usage ont fondamentalement changé en peu de temps. Je voudrais parler de ceux qui créent les médias et sont responsables de leur contenu : les créateurs de médias.

Je parlerai ensuite des « médias dans les conflits armés » et enfin de mon travail et de mes expériences en tant que journaliste indépendante.

Il n'y a pas si longtemps - disons à l'époque de la Première et de la Seconde Guerre mondiale au XXe siècle - il y avait la radio, les journaux, les lettres. Parfois, il y avait le téléphone et on filmait et photographiait. Dans les nations en guerre, comme en Allemagne et en France, des films couvrant le front étaient produits et projetés dans les cinémas locaux sous forme d'émissions hebdomadaires. Les gens s'y réunissaient pour les voir et en discuter. Sur les différents fronts, des réseaux de correspondants intégrés dans les armées furent créés.

La transmission d'informations en dehors de ces reportages de guerre officiels prenait du temps. Par exemple, les lettres ou les cartes postales envoyées par les soldats à leurs familles, qui relataient également la guerre, n'arrivaient parfois même pas à destination. Les photographies devaient être développées puis transportées vers les rédactions.

Dans le cadre de mes recherches sur l'expulsion des Arméniens de l'Empire ottoman entre 1915 et 1917, je suis tombé sur les récits de l'écrivain allemand Armin T. Wegner, qui était sous-officier dans une mission sanitaire germano-ottomane stationnée en Anatolie orientale, au bord de l'Euphrate.

Wegner fut le témoin oculaire de la grande mort. Il prit des photos en secret et, à son retour, il parla de l'événement lors de conférences en images. Il avait fait venir clandestinement de Turquie les films contenant les photos, cachés dans ses vêtements. La plupart de ses photos dataient de 1916 et il donna ses conférences en 1919, trois ans plus tard. Le génocide arménien était alors déjà de l'histoire ancienne.

Ou prenons le théologien allemand Johannes Lepsius qui avait rédigé en 1916 un "rapport sur la situation du peuple arménien en Turquie" et l'avait envoyé depuis la Turquie au gouvernement et au parlement allemands, le Reichstag. Les députés n'ont jamais pu voir ce rapport, car l'administration militaire allemande l'a interdit et confisqué.

Beaucoup de choses ont changé dans les guerres qui ont suivi 1945. La transmission technique des informations s'est accélérée. Les reportages, en particulier sur les guerres, sont devenus un business. Selon une étude, environ 5 100 journalistes de 64 pays ont participé à la guerre du Vietnam entre 1962 et 1975. Pendant l'offensive nord-vietnamienne du Têt, ils étaient environ 600. Le 30 avril, lors de la chute de Saïgon, ils n'étaient plus qu'une centaine. Les images de la guerre du Vietnam ont été diffusées sur les téléviseurs, on a même parlé de "guerre de salon".

Cependant, les images et les rapports sur les actions des troupes américaines - je citerai comme exemple le massacre de My Lai en 1968 - ont provoqué des protestations si massives aux États-Unis que le gouvernement américain a finalement dû retirer ses troupes - qui n'étaient de toute façon pas de taille face au Viêt-Cong.

Mais une grande partie de ce qui s'est passé dans les guerres de libération nationale en Afrique, en Amérique latine et en Asie n'a pas été rapportée par les médias, qui sont pour la plupart contrôlés et orientés par l'Occident. Les informations sur ces événements sont généralement parvenues par le biais de groupes de la société civile, de comités de soutien ou d'églises.

Après la dissolution de l'Union soviétique (1991), le développement technique a de nouveau fait un bond en avant. Lors des guerres du Kosovo et de Yougoslavie, des appareils photo numériques ont été utilisés, dont les images pouvaient être transmises presque instantanément. Mais comme la connexion Internet était encore faible sur le terrain, de nombreux photographes ont continué à travailler avec des films diapositives ou négatifs qu'ils pouvaient faire développer et scanner sur place pour ensuite transmettre les images sous forme de fichier avec une mauvaise connexion Internet. Le transfert de trois photos prenait parfois une nuit.

Très vite, il y a eu des connexions Internet plus rapides. Si ce n'était pas par un réseau local, c'était par satellite. Avant la guerre en Irak en 2003, les journalistes de la presse écrite à Bagdad travaillaient encore avec un Internet lent - et d'ailleurs contrôlé par l'Irak - pour transmettre leurs reportages. Les chaînes de télévision et de radio pouvaient déjà utiliser les antennes paraboliques. Lorsque la guerre a commencé, presque tous les journalistes ont sorti de leur poche leur appareil de transmission numérique par satellite, qui était interdit en Irak. Ils pouvaient désormais transmettre leurs données de n'importe où dans le monde.

Aujourd'hui, en particulier depuis le début de la "guerre contre le terrorisme" en 2001, la transmission numérique des informations s'est encore accélérée. Des milliers de satellites tournent autour du monde, les groupes armés dans les zones de guerre sont équipés de technologies numériques, à commencer par les smartphones. Avec ce que l'on a appelé le "printemps arabe" en 2009/2010, les messages numériques provenant des téléphones portables se sont précipités à grande vitesse sur Facebook et Twitter, sur TikTok et Telegram, entre autres.

Cela a changé le rôle des médias et des informations.

Ce qui a d'abord été salué comme une conquête pour la communication mondiale est utilisé et instrumentalisé non seulement par les journalistes, mais aussi par les acteurs des guerres, y compris par les services secrets. A titre d'exemple, je voudrais simplement mentionner le logiciel d'espionnage Pegasus, développé en Israël.

Les destinataires d'informations en provenance de zones de guerre ou de crise dans les rédactions ou le public ne peuvent guère comprendre ce qui se passe réellement dans la région d'origine. Le contexte fait défaut. Les fameuses questions (commençant par la lettre "W" en allemand) des journalistes sont totalement ou partiellement ignorées et ne sont sans doute plus connues de beaucoup de ceux qui diffusent les informations.

Ces questions doivent toujours être posées dans plusieurs directions :

1. qui (a fait quelque chose) - qui ne l'a pas fait
2. quoi (qu'est-ce que la personne a fait) - qu'est-ce qu'elle n'a pas fait
3. où (la personne a fait quelque chose) – où sont les acteurs
4. quand (la personne a fait quelque chose) – développement de l'escalade
5. comment (la personne a fait quelque chose) – militairement, d'une autre manière ?
6. pourquoi (la personne a fait quelque chose) – le contexte des deux/de tous les acteurs
7. d'où (vient l'information) – quelles en sont les sources ?

Aujourd'hui, il n'est guère possible de vérifier les messages, c'est-à-dire de contrôler leur véracité.

Autrefois, on se rendait sur les lieux d'un événement, on se documentait en prenant des photos ou en filmant, on parlait avec des témoins oculaires, on écrivait, on photographiait, il y avait plusieurs sources rien que par le temps que tout cela prenait. Cela permettait de recueillir davantage d'impressions, de vérifier les déclarations, de donner une image plus précise. Aujourd'hui, tout doit aller vite, car les prochaines informations attendent déjà dans le "pipeline", comme on dit. La rapidité ouvre la porte à la propagande.

Mais l'"actualité" ne rend pas une information plus sérieuse, j'entends par là honnête et intègre. Pour le sérieux des nouvelles, la rapidité est un inconvénient.

Ces dix dernières années, les journalistes, photographes et cameramen ont souvent été remplacés par ce que l'on appelle des "journalistes citoyens". Ceux-ci immortalisent les événements avec leur téléphone portable, prennent des photos, enregistrent éventuellement un bref message audio et c'est parti.

Depuis la guerre d'Irak en 2003, la BBC a spécifiquement demandé aux gens d'envoyer des rapports lorsqu'ils se trouvaient dans une zone particulière où des combats avaient lieu ou où des missiles étaient tombés.

Depuis le "printemps arabe", les rédactions de la presse écrite, de la radio et de la télévision ont pris l'habitude de reprendre de telles informations et de veiller à leur diffusion. La vérification

d'un événement paraît ainsi actuelle et authentique. Mais la vérification est rendue plus difficile, la transparence n'est plus garantie.

C'est devenu évident pour les journalistes lors de la guerre en Libye, et encore plus lors de la guerre en Syrie. Je voudrais citer un exemple datant de 2018, il s'agit de la prétendue attaque au gaz toxique sur Douma, une ville à l'est de Damas en Syrie. Via les "médias sociaux", les Casques blancs - considérés comme une organisation humanitaire et des activistes civils - ont fait état en avril 2018 de nombreux morts à Douma, suite à l'utilisation d'armes chimiques. L'armée syrienne a été tenue pour responsable. Le gouvernement syrien a démenti et a demandé une vérification par une équipe d'experts de l'Organisation pour la protection des armes chimiques, l'OIAC.

L'annonce des Casques blancs sur les médias sociaux a fait le tour du monde. En Allemagne, elle a fait la une de tous les journaux nationaux. A Washington, Paris et Londres, la nouvelle a été considérée comme vraie, et tant le gouvernement syrien que la Russie, alliée de la Syrie dans la guerre, ont été accusés. Pour punir la partie syrienne, les trois pays occidentaux ayant le droit de veto à l'ONU ont lancé une "attaque de représailles" sans décision du Conseil de sécurité de l'ONU, au cours de laquelle plus de 100 missiles ont été tirés. Pendant ce temps, l'équipe d'experts de l'OIAC se trouvait à Beyrouth, car elle n'avait pas été autorisée à se rendre en Syrie "pour des raisons de sécurité", en raison des frappes aériennes américano-britannico-françaises.

Une information diffusée sur les médias sociaux par des "journalistes citoyens" ou des "activistes" a conduit à une attaque aérienne non autorisée par l'ONU. Aucun des trois pays n'avait été attaqué par la Syrie, une violation de la charte de l'ONU.

Des mois plus tard, deux lanceurs d'alerte (Whistleblower) de l'OIAC se sont exprimés et ont fait part de leurs investigations à Douma, qui n'ont pas confirmé une attaque aérienne au gaz toxique. Leur rapport a été remplacé par un autre rapport de l'OIAC. Les deux scientifiques ont été accusés de mensonge et de corruption. Les journalistes qui ont participé à une rencontre avec l'un des lanceurs d'alerte de l'OIAC et qui ont rapporté ses conclusions ont été diffamés - par d'autres journalistes - et accusés de propagande russe. Jusqu'à aujourd'hui.

En tant que journaliste, je travaille depuis plus de 20 ans dans les zones de guerre et de crise de ce que l'on appelle le "Proche" et le Moyen-Orient.

A cette époque sont apparus de nouveaux médias d'envergure mondiale comme Al Jazeera, Al Arabia, Russia Today, TeleSur, CCTV de Chine. Ils se distinguaient surtout par leur perspective des chaînes à dominante occidentale comme la BBC, CCN, ABC ou des chaînes européennes plus petites comme France 24, Deutsche Welle ou d'autres chaînes basées en Hollande, au Danemark, en Suède, en Autriche ou en Suisse. Cette autre perspective était et est toujours importante pour mon travail.

Vivre en arrière-plan des gros titres est la devise de mon travail.

Comment les gens vivent-ils et comment veulent-ils vivre ? Quel est l'impact de la guerre et des sanctions, des interventions et de la mise sous tutelle sur leur vie et leur quotidien ?

J'ai commencé par couvrir la Turquie, puis l'Irak, où j'ai couvert Bagdad de 2001 à 2005. Lorsque la situation est devenue trop dangereuse, j'ai suivi les réfugiés irakiens à Damas, où j'ai obtenu une accréditation en 2010. Depuis, je couvre les pays de la région depuis cette ville. J'avais initialement choisi Damas parce que la Syrie était calme, en bon développement et que je pouvais facilement atteindre tous les pays de la région à partir de là. Ce n'est plus le cas depuis 2011 et le début de la guerre à cause des sanctions économiques imposées unilatéralement par l'UE, qui interdisent les vols à destination et au départ de Damas.

Je voulais construire des ponts avec mes reportages, contribuer à la compréhension de différentes cultures. Mais je suis devenue une correspondante de guerre. Aujourd'hui, je vois beaucoup plus clairement qu'à l'époque comment la "guerre contre la terreur" et la lutte des États-Unis pour s'imposer comme "seule", comme "puissance mondiale indispensable" contre d'autres États, ont changé mon travail.

La "guerre contre la terreur" a engendré de nouvelles guerres et de nouveaux acteurs militaires - par exemple des entreprises de sécurité privées comme Black Water ou le groupe Wagner. La "guerre contre la terreur" a détruit les moyens de subsistance de millions de personnes et les a

transformées en réfugiés. La "guerre contre la terreur" a manipulé et instrumentalisé les gouvernements, les entreprises, les médias, les organisations humanitaires, la culture, l'éducation et la justice - cette guerre a tout simplement infiltré tous les domaines de la vie sociale.

Et cette guerre a engendré une résistance, comme nous pouvons le voir au Proche et au Moyen-Orient, mais aussi sur le continent africain ou dans les pays d'Amérique du Sud et d'Amérique latine. Il y a des personnes, des groupes, des gouvernements, des forces militaires qui défendent leur pays et leur région. Des grandes puissances comme la Chine, la Russie et les pays émergents s'opposent aux Etats-Unis et à l'OTAN.

Il est difficile de présenter cette évolution dans des reportages et des rapports, dans des conférences ou même dans des photos. D'autant plus que les médias - comme décrit précédemment - s'orientent de moins en moins vers le travail médiatique initial d'information et d'explication. Cela concerne en particulier les reportages à l'étranger et surtout les reportages sur les zones de guerre et de crise.

Les reportages - y compris ceux des agences de presse - sont de plus en plus générés par l'intelligence artificielle. Les différents points de vue qui existent naturellement - et pas seulement en cas de conflit - ne sont pratiquement plus présentés. Les articles se réfèrent à des dépêches d'agences telles que l'AFP, l'AP, Reuters, DPA - qui ont toutes leur siège dans les capitales occidentales. Les médias d'autres parties du monde sont à peine perçus et, lorsqu'ils le sont - comme ceux de Russie ou de Chine - ils sont présentés comme "dirigés". Ou alors ils sont interdits.

Nous vivons une époque dangereuse. Les voix en faveur du dialogue et de la paix sont diffamées. Le droit international est bafoué et dégradé. Au lieu de dénoncer l'injustice, l'hypocrisie et le mensonge et de donner la parole à toutes les parties pour que le public puisse se faire une idée et comprendre, les médias préparent des crises politiques et poussent à l'escalade, qu'ils accompagnent ensuite de tambours de guerre et de trompettes d'anciennes

armées. Nous en faisons l'expérience extrême en Allemagne depuis l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement à Berlin fin 2021.

La couverture médiatique est devenue - et je me réfère ici à un officier de l'armée fédérale autrichienne - une partie d'un scénario de menace hybride. C'est ce que les militaires appellent une "guerre sans combat". Une guerre qui vise à affaiblir et à déstabiliser un adversaire politique.

Le théâtre est principalement Internet. La cible est la tête. Et dans tous les cas, la "menace hybride" peut à tout moment être poursuivie par des moyens militaires - sous forme de guerre. Les acteurs et en même temps les cibles de la "menace hybride" sont les médias, les journalistes, les diplomates et les politiques. Les acteurs sont certains groupements au sein de la population de l'autre Etat - l'officier autrichien parle de "violence populaire" - qui sont encouragés de différentes manières - jusqu'à l'armement - afin d'attiser les troubles dans le pays adverse.

Parallèlement, les groupes sociaux qui ne se laissent pas intégrer deviennent la cible de la criminalisation ou de l'exclusion dans le pays en guerre. Cela s'observe bien en Allemagne. Les protestations contre les mesures Corona ou les protestations actuelles contre la politique du gouvernement qui mène une guerre économique contre la Russie par le biais de sanctions et qui soutient massivement et par les armes l'Ukraine, sont stigmatisées comme des "dissidents" ou des "extrémistes de droite".

Je suis rapporteuse et, en tant que journaliste indépendante, je me suis fixé des règles pour pouvoir poursuivre, dans ce contexte, mon travail de correspondante dans les zones de guerre et de crise du Proche et du Moyen-Orient. Lire, communiquer, poser des questions, écouter, demander, regarder et toujours tout vérifier du mieux que je peux.

La règle d'or reste la même : ne pas se laisser intimider.

Karin Leukefeld

(traduction par deepl/Natalie Benelli)

